

## CM47- Emmanuel Macron dévoile son visage dans le magazine Forbes

Dans une interview accordée en visio-conférence par notre président au magazine économique Forbes, Emmanuel Macron se dévoile cash, au grand jour. Premier constat : non, [la suppression de cette « exit tax »](https://www.franceculture.fr/emissions/journal-de-18h/journal-de-18h-du-mercredi-02-mai-2018) n'a pas été conçue comme une provocation au lendemain du 1er mai, car l'entretien a été effectué le 13 avril... soit peu avant la visite aux États-Unis. (<https://www.franceculture.fr/emissions/journal-de-18h/journal-de-18h-du-mercredi-02-mai-2018>)

Emmanuel Macron revendique son passage par la banque Rothschild. Cette expérience du privé, dit-il, permet de comprendre l'état d'esprit des entrepreneurs. Le président français en profite d'ailleurs pour adresser une pique au MEDEF : « *Les représentants des entrepreneurs n'ont parfois pas les mêmes intérêts que les entrepreneurs eux-mêmes...* ». Cette expérience du privé lui sert aussi à comprendre Donald Trump, affirme Emmanuel Macron, qui décrit le président américain comme un « deal maker », un « faiseur d'accord ». Cette empathie avec les entrepreneurs amène Emmanuel Macron à justifier la fin de « l'exit tax ». Au moyen d'une métaphore nuptiale : quand vous voulez vous marier, vous n'interdisez pas à votre partenaire de divorcer... Eh bien c'est pareil pour le capital : pour l'attirer, il faut lui permettre de repartir. L'Etat est donc décrit comme un séducteur, se pare de ses plus beaux atours, notamment fiscaux, pour espérer être choisi par le détenteur de capital. Passons sur le fait que le trading à haute fréquence et les opérations boursières ultra-rapides tiennent moins du mariage que de l'aventure d'un soir...

On passe aussi sur une curiosité : dans la version anglophone de l'interview, Emmanuel Macron décoche quelques flèches contre EDF. Le président y qualifie l'électricien de « vieille entreprise traditionnelle », réticente à fermer des centrales au charbon. Curieusement, dans la version française de Forbes, cet extrait a été coupé.

L'intéressant est que la logique d'Emmanuel Macron est exposée au grand jour, elle ne se déguise pas. Il n'est pas question des « premiers de cordées » et autres éléments de langage destinés au public français. Face au magazine Forbes, célèbre pour évaluer la fortune des milliardaires, Macron paraît dans son élément. Un peu comme Edouard Philippe qui, il y a quelques mois, [assumait sa politique « pro-riches » dans le Financial Times](https://www.franceculture.fr/emissions/le-billet-politique/quand-le-financial-times-fait-le-jeu-de-la-france-insoumise). (<https://www.franceculture.fr/emissions/le-billet-politique/quand-le-financial-times-fait-le-jeu-de-la-france-insoumise>) La couverture de Forbes est éloquente : on y voit Emmanuel Macron tout sourire, avec ce titre : *leader of the free markets* (chef de file de l'économie libre), par opposition au Brexit britannique et aux visées protectionnistes des États-Unis.

« *L'économie repose sur la confiance et l'assurance. Donc plus vous êtes clair sur vos intentions, plus vous serez efficace* ». Dans un pays qui se méfie du capital et de ceux qui possèdent, jamais un président n'était allé aussi loin. On est loin de François Mitterrand et « l'argent qui corrompt ». Loin aussi de François Hollande qui évoquait « les riches » en se pinçant le nez. Loin, même, d'un Nicolas Sarkozy devenu keynésien lors de son [discours de Toulon](http://www.lemonde.fr/politique/article/2008/09/25/le-discours-de-nicolas-sarkozy-a-toulon_1099795_823448.html)...([http://www.lemonde.fr/politique/article/2008/09/25/le-discours-de-nicolas-sarkozy-a-toulon\\_1099795\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2008/09/25/le-discours-de-nicolas-sarkozy-a-toulon_1099795_823448.html))

Emmanuel Macron résume ainsi sa politique économique : baisse de la fiscalité des entreprises - la taxe sur les bénéfices non réinvestis passe de 32 à 25%, alors qu'elle est à 40% aux USA - suppression de l'exit tax, diminution des cotisations patronales, fin de la complexité administrative, qu'il appelle un fardeau. Tout est dit sur le ton de l'évidence. Le président français répète d'ailleurs par deux fois « there's no other choice » (TINOC), il n'y a pas d'autre choix. Version moderne du TINA, « there's no alternative » de Margaret Thatcher. Comme s'il ne s'agissait pas de choix politique mais de bon sens. On a là une illustration de l'extrême-centre. Pourtant, Emmanuel Macron ne disait pas la même chose il y a quelques années. Dans un article publié par la revue Esprit en 2011, le jeune banquier d'affaires et disciple de Paul Ricoeur, expliquait que la fiscalité était *par définition* un choix idéologique. Et qu'il fallait la présenter comme telle. Il est des vérités qu'un banquier-philosophe peut se permettre davantage qu'un président de la République.

Dr Bruno Bourgeon, président d'AID, <http://aid97400.re> d'après Le Monde, Marianne et France-Culture